

nisme. La recrudescence actuelle de la crise agricole — après un léger temps d'arrêt — pousse la masse des farmers mécontents, à demi-ruinés, complètement endettés, à exiger la diminution des droits protecteurs sur les produits industriels. Ces droits ne font qu'élever artificiellement les prix des articles industriels, alors que les prix des produits agricoles, en dépit des droits protecteurs, restent bas et diminuent, car ils ne sont pas fixés par le marché américain seulement, mais par le marché mondial. *Le capital financier américain trouve, dans les farmers mécontents, un allié puissant et de plus en plus décidé pour sa campagne contre les droits protectionnistes.*

Mais il a encore un autre allié dans cette campagne : ce sont les *larges couches des rentiers*. S'il est juste de constater qu'en Europe la couche des rentiers a diminué, il faut reconnaître qu'en Amérique, au cours du développement capitaliste, elle s'est de plus en plus élargie (si la France, dans les années d'après-guerre, s'est en quelque sorte « américanisée » par l'acquisition d'une classe ouvrière importée et « étrangère », l'Amérique, de son côté, s'est « francisée » par l'augmentation des couches petites-bourgeoises).

Le parti républicain est devenu maintenant l'arène des divers intérêts en lutte. Des branches industrielles importantes, qui ne sont pas liées au capital financier dirigé par les puissantes banques « orientales », luttent pour le maintien des droits protectionnistes industriels. Certains groupements financiers sont également pour cette ligne politique, car ils possèdent des intérêts non en Europe, mais dans l'Amérique équatoriale et en Amérique du Sud : On peut déjà pressentir une lutte entre New-York et Chicago, lutte où New-York, en tant que centre du capital financier « oriental », s'oppose aux droits protectionnistes industriels et veut faire une politique « européenne », alors que Chicago se prononce pour la protection du « niveau de vie américain » et préconise une politique « panaméricaine ». La Fédération américaine du Travail, en tant qu'organisation de l'aristocratie ouvrière, se solidarise avec « sa » bourgeoisie et demande le maintien des droits protectionnistes industriels. Elle se rend parfaitement compte que leur suppression ferait disparaître aussi l'interdiction de l'immigration, c'est-à-dire du droit protectionniste pour cette marchandises qui s'appelle la main-d'œuvre.

Le capital financier « oriental » étant le facteur le plus puissant dans la vie politique de l'Amérique, il est de toute évidence qu'en dépit de certaines oscillations et résistances, la ligne politique de l'impérialisme américain se développera de plus en plus dans la direction européenne. Le mot d'ordre « détachons-nous de l'Europe » est en régression en Amérique. En revanche, on y souligne de plus en plus fortement (il ne faut pas oublier que la « grande » presse est entre les mains du capital financier « oriental ») la nécessité d'un rapprochement avec l'Europe, d'une pénétration dans les affaires européennes. Malgré les obstacles et les hésitations, l'Amérique essaie de plus en plus, par ses prêts, par ses capitaux investis, de dominer l'Europe non seulement économiquement, mais aussi politiquement.

C'est en cela que consiste le tournant de la politique américaine, c'est ce qu'il y a de *nouveau* dans la marche en avant de l'impérialisme américain : l'Amérique met maintenant des conditions politiques aux prêts de ses banquiers. Dans un récent discours, le ministre des Finances Mellon a déclaré qu'après mûre réflexion, le gouvernement américain a décidé de ne plus permettre aux banquiers

d'accorder aucun crédit aux pays qui n'auraient pas régularisé leurs dettes envers l'Amérique. Puis ce fut le fameux discours de Houghton, qui a été comme une gifle retentissante sur le visage de l'Europe et dont le bruit n'est pas encore dissipé. Ce discours de l'ambassadeur américain à Londres a été appelé par l'*Evening Post* de New York un « ultimatum de paix de l'Amérique à l'Europe ». En somme, ce n'est qu'une menace grossière de l'Amérique, qui ne consent à accorder de nouveaux crédits à l'Europe qu'à condition qu'elle désarme. Le ministre des Affaires Etrangères américain Kellogg a déclaré, dans son discours, de décembre 1925, que l'Amérique ne consentira plus de prêts à l'Europe si ceux-ci doivent servir pour les armements, qu'elle n'accordera plus de capitaux aux pays qui n'ont pas encore régularisé leurs dettes envers l'Amérique ou qui utiliseraient ces capitaux pour des monopoles.

Ces « ultimatums de paix » de Houghton, de Mellon et de Kellogg ne sont pas restés lettre morte. La politique de l'Amérique n'est que l'exécution de ces ultimatums. L'exemple le plus frappant a été jusqu'ici l'emprunt belge, à l'occasion duquel l'Amérique a exigé ouvertement la réduction de l'armée belge. La glorification la plus insolente de cette politique a été fournie par Coolidge dans son discours « sensationnel » devant la chambre de commerce de New-York (qui se vante d'avoir été fondée vingt et un ans avant l'établissement du gouvernement américain). Ce discours est bien le produit le plus éhonté du nouvel impérialisme américain.

« Chacun sait que c'est grâce à notre aide que l'Europe a été sauvée d'une débâcle complète immédiatement après la signature de la paix. Sans les bienfaits de nos crédits, de grandes régions auraient été la proie de la famine la plus épouvantable. La restauration des finances européennes n'a pu commencer ensuite que grâce à notre aide. Lorsque l'Autriche a pris la résolution de régulariser sa situation financière, c'est nous qui lui avons fourni une partie du capital nécessaire. Lorsque l'Allemagne a essayé de restaurer ses finances, c'est nous encore qui avons accordé une grande partie des crédits ou nécessaires, sans quoi le plan de réparations eût été un échec. Il n'existait pas d'autre possibilité pour l'Allemagne d'exécuter les paiements. C'est notre large garantie de crédits qui a permis à la Grande Bretagne le retour à la monnaie or. Nous avons fourni une aide analogue à la France, à l'Italie, à la Belgique, à la Tchécoslovaquie, à la Pologne et à d'autres pays. Tout en correspondant aux intérêts généraux de notre pays, nos efforts, qui ont été couronnés de succès, ont rendu au monde un immense service... La puissance financière de l'Amérique a contribué à la régénération morale du monde ».

Et c'est sur le ton insolent de la nouvelle mélodie : « L'Amérique au-dessus de tout ! » que le nouvel impérialisme de parvenus continue à s'exprimer.

La tendance à une intervention non seulement économique, mais aussi politique dans les affaires de l'Europe se développe de plus en plus nettement en Amérique. Le revirement ne fait que s'accroître : la politique « Détachons-nous de l'Europe » fait place à la politique de pénétration économique et politique en Europe.

Parallèlement à cette transformation fondamentale de la politique américaine, il se produit un changement profond de la politique européenne.

On pourrait désigner et résumer ce changement d'un seul mot :